

## **Commission des Accidents de Travail et Maladies Professionnelles**

### **Orientations 2023-2024 du Fonds d'Investissement pour la Prévention de l'Usure Professionnelle**



Ce document porte les orientations pour les années 2023-2024 du Fonds d'Investissement pour la Prévention de l'Usure Professionnelle (FIPU).

La CAT/MP adopte les présentes orientations en vertu du cadre législatif et réglementaire suivant, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2023 :

- Loi n° 2023-270 du 14/04/2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023
- Décret n°2023-759 du 10/08/2023 relatif au FIPU et au C2P
- Décret n°2023-760 du 10/08/2023 portant application de l'article 17 de la loi du 14/04/2023

Ces orientations sont définies par la CAT/MP en séance du 30 /10/2023 après avis du CNPST en date du 27 octobre 2023.

Elles conditionnent la répartition budgétaire du Fonds qui sera soumise au vote de la CAT/MP le 08/11/2023 et la mise en œuvre opérationnelle des investissements du fonds, pour les années 2023-2024.

#### **1. Fonctionnement du Fonds d'Investissement pour la Prévention de l'Usure Professionnelle (FIPU)**

Les éléments et outils définis par la CAT/MP et disponibles pour le lancement du dispositif, sont susceptibles d'évolution selon les bilans qui pourront être tirés au fur et à mesure de la mise en œuvre.

A ce titre un premier bilan sera établi en juin 2024.

### **1.1. La nomenclature commune des activités et métiers exposés aux risques ergonomiques**

La cartographie ainsi que la liste des métiers et activités négociées au niveau des branches professionnelles sont établies à partir d'une nomenclature commune arrêtée par la CATMP.

Ainsi, La CAT/MP décide d'un canevas standardisé, portant les données suivantes : secteurs CTN, convention collective (selon la nomenclature IDCC), métiers (selon la nomenclature PCS-ESE), situations de travail exposantes. Ces derniers éléments sont laissés à l'initiative des branches professionnelles, en fonction du résultat des négociations collectives à mener.

Ce canevas est communiqué aux branches professionnelles, par la DGT qui assure également l'information des branches professionnelles sur ce point.

La CAT/MP s'assure de la cohérence des données remontées via cette nomenclature par confrontation aux données relatives à la sinistralité et aux expositions professionnelles dont dispose la branche AT/MP.

### **1.2. La cartographie des métiers et des activités exposées aux facteurs de risques ergonomiques**

Les listes établies par les branches professionnelles sont intégrées par la CATMP au sein de sa cartographie.

A la date de la rédaction de ces orientations, aucune branche professionnelle n'a conclu d'accord déposé auprès des services de la Direction Générale du Travail et faisant l'objet d'une demande d'extension. Les accords à venir seront intégrés au fil de l'eau dans la cartographie de la CAT/MP. La définition des métiers et des activités exposées par les branches professionnelles constitue un enjeu central pour permettre à la CATMP d'établir une cartographie et des priorités au plus près de la réalité des besoins des secteurs concernés.

Pour ce faire, et pour le lancement du dispositif, la CAT/MP s'appuie sur un indicateur d'usure professionnelle regroupant les TMS et AT lombalgies : les données de sinistralité sont croisées, via une table de concordance fournie par le ministère du travail, avec les conventions collectives, permettant d'établir une cartographie par « scores » de 1 à 10 ou par regroupements de conventions collectives en 4 groupes, par ordre croissant de sinistralité.

En complément, la CAT/MP dispose des données de sinistralité, classées par codes NAF 3 (au lancement du dispositif) et par CTN, pour la période 2016-2022, exception faite de l'année 2020.

La CATMP peut être assistée dans ce cadre d'un comité d'experts prévu par la loi et composé de l'INRS, l'ANACT et des personnalités qualifiées (nomination par arrêté du 15/09/2023).

## **2. Orientations relatives aux usages du Fonds**

### **2.1. Périmètre du FIPU**

Selon le cadre législatif dans lequel s'inscrit le Fonds, il concerne exclusivement la prévention de 3 facteurs de risques ergonomiques : manutentions manuelles de charge, postures pénibles, vibrations mécaniques.

La CAT/MP décide que seuls les bénéficiaires relevant du Régime Général de la Sécurité sociale sont éligibles aux financements du FIPU, incluant les travailleurs indépendants assurés volontaires. Si ce périmètre devait être élargi à l'avenir, un financement *ad hoc* devrait être identifié.

### **2.2. Règles de répartition des crédits**

La CAT/MP décide de répartir les fonds, pour 2023 et 2024 selon 3 enveloppes budgétaires, suivies au niveau comptable et budgétaire, en fonction des destinataires de financement prévus par le cadre législatif : entreprises, organismes de prévention des branches professionnelles, France Compétences.

Cette répartition priorise les financements alloués dans l'ordre suivant :

Priorité 1) Aides financières directes aux **entreprises**

Priorité 2) Financement des projets de transition-professionnelle-via **France Compétences**

Priorité 3) Financement d'un pourcentage du budget des **organismes de prévention des branches** professionnelles (l'OPPBTP à date de rédaction des présentes orientations).

### **2.3. Financement des aides directes aux entreprises**

#### **2.3.1. Les usages**

Le financement des aides directes recouvre différents usages :

- La participation au financement d'équipement, prestation, formation –selon des conditions comparables à celles des actuelles subventions financées par le FNPAT sur les autres risques,
- La réalisation d'actions de sensibilisation aux facteurs de risques ergonomiques,
- Les aménagements de postes de travail dans le cadre de la Prévention de la Désinsertion Professionnelle (PDP),
- La prise en charge des frais de personnel exclusivement dédiés à la mise en œuvre d'actions financées par le fonds

La CAT/MP souhaite que l'allocation des crédits d'aides directes aux entreprises se fasse en prenant en compte la détermination de seuils d'effectifs, établis selon les effectifs de l'entreprise. En conséquence, les fonds sont alloués de la manière suivante :

- Pour les entreprises de moins de 49 salariés : 70% de l'enveloppe « aide aux entreprises »
- Pour les entreprises de 50 à 199 salariés : 20% de l'enveloppe « aide aux entreprises »
- Pour les entreprises de 200 salariés et plus : 10% de l'enveloppe « aide aux entreprises ».

Ces enveloppes financières limitatives sont sanctuarisées pour les années 2023-2024.

La valorisation d'accords de branche déposés auprès des services de la DGT et faisant l'objet d'une demande d'extension, reste à l'étude à date des présentes orientations et feront l'objet de compléments ultérieurs.

Pour les orientations relatives aux années 2023-2024, la CAT/MP n'a pas fixé de priorisation sectorielle.

**2.3.2. Disposition pour 2023-2024 :** les Subventions Prévention, relevant jusqu'au 31/08/2023 du FNPAT et permettant la participation par la branche AT/MP au financement d'équipements, de formations ou de prestations, en lien direct avec les risques ergonomiques, sont, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, financées par le FIPU.

Il s'agit des Subventions : TMS diagnostic, TMS Actions, TOP BTP (\*), Aide médico-sociale en établissement (\*), Aide médico-sociale à domicile (\*).

*(\*) : pour les rubriques directement attachées aux risques TMS / AT lombalgies*

### **2.3.3. Principes de gestion**

Les crédits sont répartis par caisses régionales (CARSAT/CRAMIF/CGSS). Au sein de chaque enveloppe déterminée régionalement, la règle du « 1<sup>er</sup> arrivé = 1<sup>er</sup> servi » s'applique, quel que soit l'usage de la subvention.

Les Caisses régionales (CARSAT/CRAMIF/CGSS) instruisent les demandes adressées par les entreprises conformément aux cahiers des charges, critères d'éligibilité définis et pièces justificatives attendues selon les quatre usages mentionnés *supra*. Ceux-ci sont documentés via un site propriétaire de la branche (Ameli, Compte Entreprise...), connus des entreprises demandeuses. Ces éléments feront l'objet de précisions ultérieures au présent document.

Les CARSAT/CRAMIF/CGSS réaliseront une prise en charge sur facture des demandes présentées, l'entreprise ayant en conséquence d'ores et déjà réalisé l'investissement financier. L'instruction par les services des organismes assure la conformité des demandes au regard de l'engagement du financement et se complète d'un contrôle budgétaire, financier et comptable selon les cadres habituels de la sécurité sociale. Les plans de contrôle et de lutte contre la fraude des organismes gestionnaires incluent ces opérations.

La prise en charge des frais de personnel selon le 2.3.1. fait l'objet d'un financement forfaitaire d'un an d'un maximum de 10 000 €.

#### **2.4. Financement des organismes de prévention des branches professionnelles**

A date des présentes orientations, le seul organisme de prévention de branche professionnelle susceptible de bénéficier du Fonds est l'OPPBTP. La CATMP intégrera les éventuelles créations de nouveaux organismes notamment sur la base d'une liste fournie annuellement par la DGT. La CAT/MP révisera l'allocation de moyens en conséquence de ces créations.

Les montants versés pour 2023 et 2024 sont au maximum à hauteur de 5% du budget annuel de l'OPPBTP.

L'attribution de financement à un organisme de prévention s'accompagne de l'exigence de signature préalable d'une convention avec la CNAM et d'un bilan de réalisation des actions de prévention des risques ergonomiques en fin d'année.

Pour l'année 2024, un bilan intermédiaire est à transmettre à la CAT/MP au 15/06.

#### **2.5. Financement des projets de transition professionnelle**

La CAT/MP attribue à France Compétences l'enveloppe financière (cf 2.2.) relative aux projets de transition professionnelle du fait ou pour la prévention de l'usure professionnelle liée aux facteurs ergonomiques.

France Compétences se charge d'en assurer la répartition au sein des instances opératrices selon les critères décidés par la Commission, le cas échéant.

En fin d'année, les fonds non consommés sont restitués au Fonds et un bilan d'activité est attendu, justifiant l'utilisation des fonds (usure professionnelle du fait de facteurs ergonomiques).

Pour l'année 2024, un bilan intermédiaire est à transmettre à la CAT/MP au 15/06.

## **2.6. Principes relatifs aux reports**

Les fonds non consommés en fin d'année font l'objet d'un report l'année suivante.

## **2.7. Clause de revoyure**

Les orientations et/ou l'allocation budgétaire pour l'année 2024 pourront être modifiées avant le 30 mai 2024 pour tenir compte des éventuels accords de branche ou création d'organismes de prévention de branche professionnelle.

En tout état de cause les orientations établies par la CATMP pour les années 2023 2024 et déclinées dans le présent document feront l'objet d'un bilan et d'une réévaluation au plus tard en juin 2024.

